

Un paysan UDC propose de favoriser le stockage du CO₂ dans les champs

PROTECTION DU CLIMAT

Le Bernois Daniel Lehmann défend une idée novatrice pour contrer l'émission de gaz à effet de serre: augmenter la couche d'humus dans les sols agricoles pour séquestrer le gaz carbonique. Mais l'UDC est divisée sur la question climatique.

MISCHA AEBI ET ADRIAN SCHMID

C'est une approche révolutionnaire visant à limiter efficacement l'effet de serre. Plus surprenant encore, ce sont des paysans UDC qui la présentent, dont le Bernois Daniel Lehmann, député au Législatif de la capitale. Tandis que le conseiller national zurichois Roger Köppel, éditeur de la «Weltwoche», se moque des jeunes qui défilent pour le climat tout en minimisant l'impact du réchauffement, le Bernois Daniel Lehmann défend un principe très peu connu et peu appliqué: augmenter la couche d'humus dans les champs. Il suffit de ne pas brûler ou laisser pourrir les déchets verts sur le fumier ou le compost - ce qui libère du CO₂ - mais de les laisser sur les champs. À condition de ne pas labourer et suivre quelques autres règles favorisant la transformation en matière organique de cette litière du sol.

Le potentiel est énorme, il n'y a pas que le Bernois pour l'affirmer: des scientifiques de l'INRA (Institut national français de la recherche agronomique) ont calculé qu'il suffirait d'augmenter de 4% le taux d'humus des sols agricoles de la Terre pour compenser l'ensemble des émissions de CO₂ mondiales. Lors de la Conférence de Paris sur le climat de 2015, une initiative dite «4 pour 1000» a été lancée, visant à séquestrer un maximum de CO₂ dans l'humus par des pratiques de gestion adaptées.

Daniel Lehmann entend booster la création d'humus en Suisse: la Confédération

devrait sensibiliser les paysans et leur fournir les moyens nécessaires. Il prône une réorientation des subventions agraires en faveur de cette méthode.

Le combat de Daniel Lehmann divise son parti: Albert Rösti, président de l'UDC, et la direction de cette formation populiste persistent à défendre un document du parti expliquant que le réchauffement climatique n'a pas évolué depuis 1998. Alors que le paysan bernois, suivi par d'autres agriculteurs, affirme: «L'UDC devrait miser sur plus de politique climatique.» Ainsi le conseiller national Andreas Aebi (UDC/BE) estime-t-il que «si cela s'avère réaliste, je suis pour un soutien à la formation de sol organique si cela sert l'écologie».

Et Andreas Aebi, président de la Communauté de travail des éleveurs bovins suisses, n'est pas seul à s'intéresser à la question: dans le canton de Soleure, un projet pilote en collaboration avec des éleveurs est officiellement en cours afin de déterminer combien de CO₂ peut être effectivement retenu dans le sol. L'Office fédéral de l'agriculture a constitué un groupe de travail qui planche sur l'intégration de cette méthode visionnaire de formation d'humus au système des paiements directs.

Daniel Lehmann est persuadé qu'il est possible de retenir 30 tonnes de CO₂ par hectare cultivé. Transposés sur les 300 000 hectares de terres ouvertes en Suisse, il serait ainsi possible théoriquement de séquestrer 9 millions de tonnes de CO₂ dans le sol, soit la quantité émise par 1,8 million d'habitants du pays.

Les autorités calculent de manière nettement plus prudente: Andreas Chervet, spécialiste au service pédologique de l'Office de l'agriculture du canton de Berne, estime que la formation d'humus est une bonne manière de lutter contre le changement climatique. Mais son extrapolation indique qu'en Suisse, on ne pourrait séquestrer durablement que 300 000 tonnes de CO₂. Andreas Chervet admet compter de manière restrictive, car il faut avouer que tous les paysans ne vont pas participer à l'effort.